



Comment améliorer le financement de la filière lait local au Niger?



Le contexte

La chaîne de valeur (CdV) lait local au Niger représente d'une part une source de protéines pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population, et d'autre part une source de revenus pour les éleveurs et les producteurs laitiers. La part de l'élevage dans le produit intérieur brut (PIB) est estimée à plus de 8 pour cent et à environ 21 pour cent du PIB agricole en 2020 (INS, 2021). Selon le Ministère de l'élevage (Direction générale de la production et de l'industrie animale, MAGEL, 2021), en 2020 le Niger a produit environ 1,5 milliard de litres de lait, pour une valeur de plus de 440 milliards de francs CFA (francs de la Communauté financière africaine, 67 millions d'USD). Les plus grands bassins laitiers du pays sont la Région de Zinder avec 333 millions de litres (22,80 pour cent), suivie de celle de Tahoua, qui a produit 301 millions de litres (20,70 pour cent). Au Niger, on estime que 90 pour cent du lait est produit en milieu rural (par les éleveurs évoluant dans les systèmes pastoraux et agropastoraux), les 10 pour cent restant provenant du système sédentarisé autour des grandes villes (MAGEL, 2020). Le marché final du lait est représenté par les

consommateurs urbains standards (environ 35 pour cent), les consommateurs ruraux (environ 25 pour cent), les consommateurs urbains nantis (environ 4 pour cent) et les transformateurs industriels (moins de 1 pour cent). L'autoconsommation est estimée à environ 35 pour cent de la production totale (MAGEL, 2020). Ce document d'orientation est issu d'une étude diagnostique réalisée entre janvier et juin 2022 par l'ONG (organisation non gouvernementale) Movimento Africa 70 et la FAO (Harouna et al., 2022), dans le cadre du Projet FAO MDF (Multidisciplinary Fund, fonds pluridisciplinaire), sur la base d'une revue de la littérature existante, puis d'un travail de concertation avec les principales parties prenantes de la CdV lait local au Niger. L'objectif de ce document d'orientation est de donner des pistes de solutions aux principaux défis pour le financement de la CdV lait local dans le pays et de décliner des recommandations aux principales parties prenantes, notamment pour augmenter l'accès des petits éleveurs et des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) aux services financiers et pour améliorer les conditions d'investissements dans la CdV.

Messages clés

Pour une meilleure coordination des acteurs, il est plus que nécessaire d'accompagner la structuration et le réseautage des acteurs comme dans l'Interprofession lait du Niger (collèges régionaux, départementaux, communaux par maillon).

Le FOSEL (Fonds de sécurisation de l'élevage) devrait faciliter le placement de plus de capital-investissement et de capital-risque pour les entreprises privées, en synergie avec le mécanisme du FISAN (Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle).

La digitalisation (notamment la plateforme de commercialisation des produits laitiers et d'information sur les opportunités de financement; le *e-banking* allié au *mobile money*) contribuerait à sécuriser les débouchés pour le lait local.

Des produits financiers agricoles mieux adaptés à la CdV lait local permettraient un meilleur accès aux financements.



Défis pour le financement de la CdV lait local

Parmi les défis majeurs qui freinent le financement de la CdV lait local au Niger on peut citer: la faible productivité laitière (2 à 4 litres par vache et par jour); l'inaccessibilité des zones à fort potentiel de production laitière (90 pour cent de la production laitière se trouve dans des zones pastorales enclavées); la saisonnalité de la production laitière (bonne production en juillet août et janvier février, et faible production pendant la période mars juin); le faible niveau de transformation (moins de 1 pour cent du lait collecté passe par le circuit de transformation industrielle). On remarque que la production de lait local nigérien n'arrive pas à couvrir les besoins locaux, et les importations de lait et d'autres produits laitiers s'élèvent à environ 20 milliards de francs CFA par an, surtout sous forme de lait en poudre (MAGEL, 2020).

Plus spécifiquement, les principaux goulots d'étranglements liés au financement des activités de production, de collecte et de transformation du lait au Niger sont:

- blocage culturel, voire religieux, à contracter un crédit avec intérêt – vu comme usuraire;
- insuffisance technique à monter des dossiers ou projets de bonne qualité à soumettre pour financement auprès des institutions financières (IF) ou programmes publics de financement (par exemple le FISAN);
- méconnaissance des opportunités de financement existantes et faible capacité d'autofinancement (malgré des subventions adossées au crédit existantes dans le cadre du FISAN);
- difficulté à disposer d'une garantie physique pour le crédit bancaire et cherté du crédit bancaire; manque de ressources humaines adaptées au sein des IF pour un accompagnement efficient dans la CdV lait local;
- IF considérant la CdV lait locale comme un secteur à haut risque et demandant plus de fonds de garantie pour faciliter l'accès au crédit des acteurs;
- insuffisance de coordination des activités des partenaires techniques et financiers (PTF) sur la CdV lait;
- problèmes de leadership et de gouvernance au sein des Organisations professionnelles d'élevage (OPEL);
- ressources insuffisantes pour mettre en œuvre les différentes initiatives existantes pour développer le secteur (Plan national de développement de la filière lait ou PNDP lait, Plan d'actions pour le Niger dans le cadre de l'Offensive lait de la CEDEAO, etc.)
- faible accompagnement technique des acteurs de la CdV, notamment en matière de production de fourrage, d'amélioration génétique, d'alimentation des vaches laitières, de prophylaxie, de gestion des exploitations technico-économiques laitières, d'hygiène et qualité du lait, de valorisation du lait cru, de machinisme (équipements laitiers), etc.



Axes stratégiques pour le financement de la CdV lait local au Niger

Axe 1: Facilitation de l'accès au financement du système bancaire classique et du système financier décentralisé (SFD) en faveur des acteurs de la CdV lait local.

Cet axe comporte les actions visant à attirer les investissements publics et privés dans la filière lait local:

- *plaider pour l'amélioration du financement, à travers une réorientation des objectifs du FOSEL (faciliter le placement de capital-investissement et/ou de capital-risque au niveau des IF) et d'une articulation avec le FISAN;*
- *dans le cadre de l'Interprofession lait, renforcer la structuration et le réseautage des acteurs au niveau des différents bassins laitiers et des maillons pour une meilleure coordination entre eux au niveau local;*
- *renforcer l'accompagnement des acteurs pour une plus grande professionnalisation dans leur métier en identifiant les besoins de chaque catégorie d'acteurs;*
- *faciliter l'éducation financière des acteurs pour que les opportunités de financement disponibles soient mieux diffusées, connues et comprises par les mêmes acteurs de la CdV lait local;*
- *accompagner les IF à mieux répondre aux préoccupations des acteurs de la filière lait local;*
- *adapter le mode de financement à la capacité d'autofinancement et de remboursement des différents types d'acteurs en créant des conditions favorables et des mesures incitatives pour soutenir les investissements privés.*

Axe 2: Accompagnement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans la CdV lait local.

Les actions à mener sont:

- *sensibiliser la population sur la consommation du lait local et faciliter l'émergence d'industries agroalimentaires; mettre en place un mécanisme d'assistance technique: appui à l'élaboration des plans d'affaire, appui à la gestion administrative et comptable des MPME, organisation de la commercialisation des productions et des points de distribution, faciliter le refinancement des SFD;*
- *créer une plateforme virtuelle d'informations sur l'offre et la demande en lait cru et produits laitiers en synergie avec les plateformes existantes.*

Axe 3: Création d'un mécanisme de réduction des risques dans le financement de la CdV lait local.

Les actions proposées pour réduire les risques dans le financement de la CdV lait local sont:

- *développer l'assurance agricole (par le recours à des sociétés qui élaborent des produits de micros assurance innovants et adaptés aux besoins des acteurs du secteur agricole en général et de la CdV lait local en particulier);*
- *développer des produits financiers adaptés aux besoins des différents types d'acteurs;*
- *sécuriser les débouchés pour les différents types d'acteurs via la contractualisation des transactions entre offreurs et demandeurs en lait et produits laitiers;*
- *harmoniser les mécanismes de financement selon les types ou catégories d'acteurs (niveau de professionnalisation, capacité d'autofinancement et de remboursement).*

Axe 4: Coordination des actions au sein de la CdV lait local.

Ces actions visent à créer un environnement propice à l'exercice de l'activité laitière et à l'investissement:

- *promouvoir l'évolution de la CdV lait local par l'orientation de la production vers le marché, la création et la distribution équitable de la valeur ajoutée et la concertation entre acteurs des différents maillons;*
 - *encourager la synergie d'action des PTF (alignement de tous les partenaires aux politiques et stratégies nationales) par la mise en place d'un comité technique;*
 - *actualiser les statistiques relatives à la filière lait local.*
-

Conclusion et recommandations

La stratégie pour la promotion de la CdV lait local doit passer par le développement de l'accès à un financement sécurisé et approprié des différents acteurs de la CdV, notamment via les actions suivantes : (i) plaider pour l'amélioration du financement de la CdV lait local ; (ii) harmoniser l'utilisation des fonds existants selon les catégories de clients, la nature des activités, la capacité d'autofinancement et de remboursement; (iii) développer et supporter des produits d'assurance agricole innovants et adaptés aux besoins des acteurs du secteur agricole en général, et de la CdV lait local en particulier; (iv) favoriser un fort engagement de l'État et des partenaires techniques et financiers en encourageant les mesures incitatives pour promouvoir l'investissement privé et développer davantage le financement à coût partagé lancé par le FISAN.

À l'issue de cette étude, pour améliorer la performance de la CdV lait local au Niger, les recommandations suivantes peuvent être formulées:

• Concernant l'État

1. coordonner et formaliser l'interaction entre le FOSEL et le principal outil de financement de l'État dans le secteur agricole qu'est le FISAN;
2. plaider auprès des autorités monétaires (UEMOA, Union économique et monétaire ouest-africaine) pour simplifier les conditions de financement et bonifier sensiblement les taux d'intérêt pour le refinancement des SFD engagés dans le crédit agro-pastoral;
3. exonérer partiellement ou en totalité les impôts et taxes sur les produits manufacturés à base de lait local et les équipements et intrants afférents, pour soutenir les investissements privés.

• Concernant les institutions financières

4. améliorer l'opérationnalité des fonds de garanties et des subventions du FISAN, du PIMELAN, etc.;
5. assouplir les conditions d'accès aux financements des acteurs en fonction de leur capacité d'autofinancement et de remboursement;
6. les banques et les SFD devraient collaborer davantage pour chercher des synergies sur le partage de la clientèle (en fonction de la proximité de la clientèle et du volume de crédit, relativement au seuil de rentabilité des banques);
7. les banques devraient s'engager davantage à exploiter les fonds existants pour les refinancements des SFD à des taux d'intérêts bonifiés ;
8. développer des produits financiers islamiques pour les IF intéressées à la CdV lait local.

• Concernant les PTF

9. créer les conditions pour une coordination accrue dans les interventions;
10. faciliter la structuration et le réseautage des acteurs de la CdV;
11. appuyer le développement de l'assurance agricole et la digitalisation de certains services;
12. accompagner l'harmonisation des mécanismes de financement selon les besoins et les capacités des acteurs.

Remerciements



Le présent document d'orientation est issu d'une étude diagnostique (Harouna *et al.*, 2022) réalisée entre janvier et juin 2022 par l'ONG Movimento Africa 70 (www.africa70.org) et la FAO, dans le cadre du projet FAO MDF (*Multidisciplinary Fund*, fonds pluridisciplinaire).

On remercie tous les acteurs étatiques et non-étatiques qui ont accordé du temps et partagé leurs précieuses connaissances et expériences au cours d'entretiens ou pendant les deux ateliers de concertation de Niamey entre mars et juin 2022.

Bibliographie

Harouna, A., Nouri Ibrahim, M., Ali Dandakoye, A., Djibrilla, R., Reynard, N., Semita, C., Cortese, M. P., Cortez Tellez, A., et Seini, M. 2022. *Note technique: Opportunités de financement de la chaîne de valeur lait local au Niger*. FAO, Rome.

INS. 2020. *Comptes économiques 2020 2021*. Institut national de statistique du Niger (INS). Niamey.

MAGEL. 2020. *Guide méthodologique d'implantation des Centres de collecte du lait cru au Niger*. Ministère de l'agriculture et de l'élevage du Niger. Niamey.

MAGEL. 2020. Plan national de développement de la filière (PNDF Lait)

MAGEL. 2021. Niger «Développement rural Production de lait de l'année 2020». agricultureeelevage.gouv.ne



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence [CC BY-NC-SA 3.0 IGO](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/)